

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES
(CCAP)**

(CCAP N° DRIEAT-DIRIF-SGPR-AOO-25-065)

Acheteur

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT IF) – Direction des routes d'Île-de-France (DiRIF).

Représentant de l'acheteur (RA)

Madame la Directrice régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports en vertu de l'arrêté de délégation de Monsieur le Préfet de la Région Île-de-France n°IDF-2023-04-19-00003 du 19 avril 2023.

Objet du marché

Travaux d'entretien courant des chaussées du réseau routier national non concédé géré par la Direction des Routes Île-de-France

Le présent CCAP comporte 0 annexe(s).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

S O M M A I R E

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....6

1-1. Contexte de l'accord-cadre.....	6
1-2. Objet de l'accord-cadre.....	6
1-3. Fonctionnement global de l'accord-cadre.....	6
1-4. Descriptif des travaux.....	7
1-5. Lieux d'exécution :.....	8
1-6. Décomposition en tranches et en lots.....	8
1-7. Intervenants et forme des notifications.....	8
1-7.1. Représentants de l'acheteur.....	8
1-7.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	9
1-7.3. Conduite d'opération.....	9
1-7.4. Maîtrise d'œuvre.....	9
1-7.5..Contrôle technique.....	10
1-7.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS).....	10
1-7.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC).....	10
1-7.8. Autres intervenants.....	10
1-7.9. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques.....	10
1-8. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	11
1-8.1. Obligation de confidentialité.....	11
1-8.2. Sites sensibles.....	11
1-8.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données).....	11
1-9. Contrôle des coûts de revient.....	12
1-10. Dispositions générales.....	13
1-10.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	13
1-10.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....	13
1-10.2.1. Intervenants étrangers.....	13
1-10.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales.....	14
1-10.3. Responsabilités et Assurances.....	15
1-10.3.1 Responsabilités.....	15
1-10.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun.....	15
1-10.3.3 Dispositions communes.....	15
1-10.4. Réalisation de prestations similaires.....	16
1-10.5. Clauses sociales et environnementales.....	16
1-10.5.1. Clauses sociales.....	16
1-10.5.2. Clauses environnementales.....	16
1-10.6. Autres dispositions générales.....	16
1-11. Clauses de réexamen du marché public.....	17

1-12. Ordres de service.....	17
1-13. Propriété intellectuelle.....	17

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....18

2-1 Pièces constitutives du marché :.....	18
2-2 Engagements unilatéraux du titulaire.....	18

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....19

3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	19
3-2. Forme des prix de l'accord-cadre.....	19
3-3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes....	19
3-3.1. Contenu des prix.....	19
3-3.3. Modalités de règlement des comptes.....	20
3-3.4. Modalités de transmission et de paiement.....	21
3-3-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement.....	21
3-3-4.2 Modalités et délais global de paiement.....	22
3-3.5. Approvisionnements.....	22
3-3.6. Répartition des dépenses communes de chantier.....	22
3-4. Variation dans les prix.....	22
Index de référence.....	22
3-4.3. Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	23
3-5. Modalités particulières de paiement.....	23
3-6. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives....	24
3-7. Augmentation du montant du marché.....	24

ARTICLE 4. DUREE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION.....25

4-1. Durée de l'accord cadre.....	25
4-2. Délais d'exécution.....	25
4-2.1. Délais d'exécution des bons de commande.....	25
4-2.2. Prolongation des délais d'exécution.....	25

ARTICLE 5 – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....26

5-1. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance.....	26
5-1.1. Pénalités pour retard d'exécution.....	26
5-1.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts.....	26
5-1.3. Primes d'avance.....	26
5-2. Autres pénalités.....	26
5-2.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	26
5-2.2. Documents fournis après exécution.....	26
5-2.3. Documents nécessaires à l'exécution du marché.....	26
5-2.4. Pénalités pour non respect du SOPAQ et du PAQ.....	26
5-2.5. Rendez-vous de chantier.....	26
5-2.6. Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique.....	27
5-2.7. Pénalités pour retard sur horaire :.....	27
5-2.8. Pénalités pour non respect du SOPRE, du PRE, du SOSED.....	27
5-2.9. Pénalités pour signalisation de chantier non réglementaire.....	27

5-2.10. Pénalités pour non respect des prescriptions relatives aux couches d'accrochages.....	27
5-2.11. Pénalités pour non respect des prescriptions relatives aux travaux d'enrobés.....	28
5-2.12. Pénalités pour non respect des prescriptions relatives aux travaux de signalisation horizontale	31
5-2.13. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés.....	31
5-2.14. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.....	31
5-2.15. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD.....	32
5-2.16. Clauses environnementales.....	32
5-2.17. Pénalités relatives aux obligations en matière de sécurité des travailleurs.....	32
5-2.18. Pénalités pour non remise en état des lieux.....	32
5-2.19. Autres pénalités diverses.....	32
5-3. Cumul des pénalités.....	32
5-4. Indemnités versées au titulaire	33

ARTICLE 6. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....34

6-1. Retenue de garantie.....	34
6-2. Avances.....	34

ARTICLE 7. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....35

7-1. Provenance des matériaux et produits.....	35
7-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	35
7-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	35
7-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	36

ARTICLE 8. réalisation des travaux à proximité des réseaux et IMPLANTATION DES OUVRAGES.....37

8-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	37
8-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	37
8-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	37
8-4. Piquetage général.....	37
8-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	38

ARTICLE 9. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....39

9-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	39
9-2. Études d'exécution des ouvrages.....	39
9-3. Échantillons – Notices techniques – Procès verbal d'agrément.....	39
9-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	39
9-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise.....	39
9-4.2. Lieux de dépôt.....	39
9-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	40
9-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique.....	40

9-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux.....	40
9-4.6. Démolition de constructions.....	41
9-4.7. Emploi d'explosifs-Engins explosifs de guerre.....	41
9-4.8. Dégradations causées aux voies publiques.....	41
9-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	41
9-6. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire.....	41
9-7. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation.....	42
9-7.1. Prise en charge des installations.....	42
9-7.2. Restitution des installations.....	42
9-7.3. Prise en charge et restitution de la documentation des installations.....	42
9-7.4. Documentation technique.....	42
9-8. Conditions d'intervention.....	42
9-9. Registre de chantier.....	42

ARTICLE 10. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX.....43

10-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	43
10-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves.....	43
10-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	43
10-2. Réception.....	43
10-2.1. Essais et contrôles des prestations.....	43
10-2.2. Réception des ouvrages.....	43
10-2.3. Réceptions partielles.....	43
10-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	44
10-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	44
10-5. Documents fournis après exécution.....	44
10-6. Délai de garantie.....	44
10-7. Garanties particulières.....	45

ARTICLE 11. RÉSILIATION.....46

ARTICLE 12. CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE.....47

12-1. Les publics visés.....	47
12-2. Objectif d'insertion.....	48
12-3. Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion.....	48
12-4. Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....	49
12-5. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion.....	49

ARTICLE 13. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....51

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document :

Le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP

Le cahier des clauses administratives particulières est désigné par l'abréviation CCAP

Le cahier des clauses administratives générales est désigné par l'abréviation CCAG

Le cahier des clauses techniques particulières est désigné par l'abréviation CCTP

Le cahier des clauses techniques générales est désigné par l'abréviation CCTG

L'Ordre de service est désigné par l'abréviation OS

Le CCAG auquel il est fait référence est le CCAG Travaux en vigueur à la date de publication du présent accord cadre.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Contexte de l'accord-cadre

La Direction des routes d'Île-de-France est un service déconcentré du ministère chargé des transports placé sous l'autorité de la Préfecture d'Île-de-France au sein de la DRIEAT.

Elle est le gestionnaire du réseau routier national non concédé en Île-de-France. Le siège de la direction DiRIF est situé à Créteil.

Le réseau présente les caractéristiques suivantes :

- 1 300 kilomètres de routes,
- 300 échangeurs,
- 25 tunnels de plus de 300 m représentant 48 km de voiries,
- 1 900 ouvrages d'art (ponts, viaducs, tranchées couvertes, murs etc.).

La description de l'organisation territoriale de la DiRIF et du réseau routier géré sont accessibles sur le site <https://www.dir.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/>.

1-2. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation des travaux d'entretien courant (hors grosses opération de travaux préventifs ou de réhabilitation) des chaussées du réseau routier national non concédé géré par la Direction des Routes Île-de-France, principalement par la fabrication et la mise en œuvre de matériaux de type enrobés hydrocarbonés à chaud.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

1-3. Fonctionnement global de l'accord-cadre

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par un service de la DiRIF conformément aux délégations de signature.

Elles sont passées dans les conditions suivantes :

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8h au vendredi 16 h.

Chaque bon de commande précise :

- La durée et la date de commencement de la période de préparation ;
- la désignation et la catégorie des produits ;
- la quantité commandée par catégorie ;
- les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- le montant par catégorie de produits ;
- le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- le lieu d'exécution et la zone géographique concernée ;
- le délai d'exécution des travaux ;
- le CSPS en charge des travaux si nécessaire ;
- la référence du marché ;
- le numéro du marché et le numéro du lot correspondant à l'AGER ;
- le numéro du bon de commande ;
- les paramètres pour la dématérialisation des factures (n° SIRET de l'État, n° d'Engagement Juridique du bon de commande et les références du service exécutant) ;
- le maître d'œuvre et son représentant pour le chantier associé ;
- l'adresse d'envoi de la facture et les conditions de facturation ;
- les conditions d'exécution, les documents à fournir, et les mesures particulières ;
- les plages d'intervention jour et/ou nuit ;

Le maître d'ouvrage confie au titulaire, pendant toute la durée du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessous définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

Dans le cas où la durée de la période de préparation fixée dans un bon de commande n'est pas de deux mois, il est dérogé à l'article 28.1 du CCAG.

1-4. Descriptif des travaux

Les prestations de l'accord-cadre concernent :

- Les travaux d'entretien courant de chaussées de type purges ou réfections ponctuelles de couches de roulement de faibles longueurs, incluant l'ensemble des prestations nécessaires telles que :
 - le fraisage des chaussées (couche de roulement, de liaison ou d'assise)
 - la fabrication, le transport et la mise en œuvre de matériaux bitumineux pour couche d'assise, de liaison et de roulement.
 - Des prestations complémentaires : pontage, grenaillage, hydrodécapage...
- Les prestations annexes à ces opérations telles que :
 - les travaux préparatoires ;
 - des travaux de terrassement, de démolition, de pose de bordures ;
 - le rétablissement du marquage au sol après les travaux de chaussées ;
 - la réfection des boucles de comptage SIRIUS.

dans la limite des critères suivants :

- maximum de 300 T d'enrobés mises en œuvre par bon de commande.
- maximum de 80 k€ HT par bon de commande.

A noter : au-delà de ces critères, les travaux d'entretien préventif et de requalification de chaussées font l'objet d'un accord-cadre à marchés subséquents indépendant du présent accord-cadre.

Toutefois, dans le cas de travaux faisant suite à un événement inattendu et rendus urgents pour des raisons de sécurité et/ou de maintien de trafic, la DiRIF pourra déroger à ces 2 critères.

Les travaux seront généralement exécutés en semaine, de nuits. Certains travaux pourront être effectués de jour ou le week-end, suivant les contraintes d'exploitation de l'axe concerné.

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont spécifiées dans l'article 1.2 du CCTP.

1-5. Lieux d'exécution :

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

L'ensemble du réseau routier national non concédé géré par la Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF) et situé dans les départements de l'Oise (60), de la ville de Paris (75), de la Seine-et-Marne (77), des Yvelines (78), de l'Essonne (91), des Hauts-de-Seine (92), de la Seine-Saint-Denis (93), du Val-de-Marne (94) et du Val d'Oise (95).

1-6. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'accord-cadre est alloti. Les travaux portent sur 4 lots géographiques désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots à bons de commande		
N°	Objet	Lieux d'exécution
Lot 1	Travaux d'entretien courant des chaussées pour l'AGER Nord	AGER Nord (départements 75, 93, 95)
Lot 2	Travaux d'entretien courant des chaussées pour l'AGER Est	AGER Est (départements 75, 77, 94 et 60)
Lot 3	Travaux d'entretien courant des chaussées pour l'AGER Sud	AGER Sud (départements 75, 91 et 94)
Lot 4	Travaux d'entretien courant des chaussées pour l'AGER Ouest	AGER Ouest (départements 75, 78 et 92)

1-7. Intervenants et forme des notifications

1-7.1. Représentants de l'acheteur

Pour l'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par le directeur de la Direction des Routes Île-de-France et par le chef du Service de la Gestion Patrimoniale du Réseau (SGPR).

Pour la passation et l'exécution des bons de commande, l'acheteur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par le directeur de la Direction des Routes Île-de-France et par les chefs d'arrondissements de gestion et d'exploitation de la route (AGER) ou leurs représentants pour assumer les fonctions suivantes:

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande (CCAG art. 3.6.1.5)
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP. (CCAG art. 3.6.2.4)
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art. 3.6.2.6)

- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 11.6)
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général. (CCAG art. 12.4.2)
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art. 27.3.1)
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG art. 28.3)
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2)
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2).

1-7.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-10.3. ci-après.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

1-7.3. Conduite d'opération

Sans objet.

1-7.4. Maîtrise d'œuvre

La fonction de maîtrise d'œuvre est assurée par la DiRIF, et en particulier les responsables des unités d'exploitation de la route (UER) et des bureaux de gestion de la route (BGAR), et éventuellement toute autre unité désignée par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre sera sauf dispositions contraires mentionnées dans le bon de commande :

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France – Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF) / Service concerné par les travaux.

La fonction de maîtrise d'œuvre comprenant :

- Les études de projet (PRO) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR) ;

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communication du maître d'ouvrage est réalisée par le maître d'œuvre.

1-7.5. Contrôle technique

Sans objet.

1-7.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

En fonction des travaux, un coordinateur SPS pourra être désigné par le maître d'ouvrage.

Ses coordonnées et les caractéristiques de sa mission seront précisées dans le bon de commande.

1-7.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

1-7.8. Autres intervenants

L'acheteur pourra mandater un organisme extérieur (CEREMA, bureau d'étude, prestataire,...) afin d'assurer les missions de contrôle extérieur, d'assistance à maîtrise d'ouvrage voire d'assistance à maîtrise d'œuvre.

L'information de la mission de cet intervenant sera précisée à la réunion de préparation de chantier afférente au bon de commande concerné.

1-7.9. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses courriels indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations de l'accord-cadre, le maître d'ouvrage et/ ou le maître d'œuvre procéderont à la notification de toutes les informations au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire), via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, ou par courriel.

Le destinataire devra adresser un courriel en retour, valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

En application de l'article 2 du CCAG, la date et l'heure de réception mentionnées sur le récépissé de transmission du courriel sont considérées comme celles de la notification.

Dans le cas où le destinataire n'accuserait pas réception de l'information, dans les 24H à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de la réception de l'accusé de réception du destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

S'il y a utilisation des fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation de l'acheteur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges, par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du maître d'ouvrage ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

1-8. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-8.1. Obligation de confidentialité

En application de l'article 5.2 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 5-2.15. du présent CCAP.

1-8.2. Sites sensibles

Sans objet.

1-8.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5.2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 5-2.15. du présent CCAP.

Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet
75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)
3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

1-9. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-10. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-10.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du Représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du Représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-10.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-10.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette

liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-5 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-10.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1 et R 1263-2-1 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 5-4.13.

1-10.3. Responsabilités et Assurances

1-10.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1-10.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

1-10.3.3 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, l'attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-10.4. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-10.5. Clauses sociales et environnementales

1-10.5.1. Clauses sociales

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, l'acheteur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 12 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

1-10.5.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n°20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la gestion des déchets et la qualité environnementale des matériaux et des procédés de fabrication, constitutives de conditions d'exécution.

Il s'agit notamment des clauses suivantes :

- Incorporation d'agrégats d'enrobés dans les matériaux hydrocarbonés à fabriquer et à mettre en œuvre : CCTP « chapitre 2 -spécifications des constituants / article 3 – Agrégats d'enrobés » ;
- Mise en œuvre d'enrobés faisant l'objet d'un procédé d'abaissement de température : CCTP « Chapitre 3 formulation et fabrication des enrobés / article1.3 cas particulier des enrobés avec abaissement de températures » ;
- Établissement d'un SOPRE (Schéma d'Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement) établi conformément au cadre de SOPRE remis aux candidats à l'annexe 2 du règlement de consultation – comprenant le SOSED.
- Établissement d'un Schéma d'Organisation du Suivi et d'Élimination des Déchets (SOSED), intégrant les dispositions relatives à son entreprise et à ses éventuels co-traitants (dispositions préparatoires) pour s'assurer à chaque chantier de la traçabilité des déchets et de la bonne application de la démarche SOSED (y compris par ses éventuels sous-taitants). Les bordereaux de suivi des déchets seront créés via la plateforme Trackdéchets et transmis au maître d'oeuvre.
- Le PRE conformément à l'article 1.5 du CCTP, complète celui remis par le titulaire lors de la consultation de l'accord-cadre. Il est établi par le titulaire et soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation de chaque bon de commande.

1-10.6. Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible, ou en cas de force majeure,

toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

1-11. Clauses de réexamen du marché public

Sans objet.

1-12. Ordres de service

L'ordre de service (OS) est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

1-13. Propriété intellectuelle

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

2-1 Pièces constitutives du marché :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité, les suivantes :

A – Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du représentant de l'acheteur fait seul foi **(daté et signé par les représentants habilités des parties)** ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du représentant de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original et ses annexes conservé dans les archives du représentant de l'acheteur fait seul foi ;
- Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires de l'accord-cadre (BPUF) ;
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) ;
- Le Schéma d'Organisation de Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) ;

B – Pièces générales

Les documents applicables sont :

- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-4.1 du présent CCAP ;
- Les fascicules 25 et 27 du Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) en vigueur à la date de réalisation des travaux.
- Les normes en vigueur, guides, notes techniques et recommandations ministérielles visées au CCTP

2-2 Engagements unilatéraux du titulaire

À l'appui de son offre, le titulaire a présenté les documents listés à l'article 3 du Règlement de la Consultation qui constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre qui pourront par conséquent à tout moment, exiger du titulaire le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents.

De la même manière, les matériels, produits, procédures d'exécution indiqués dans ces pièces n'engagent pas le maître d'œuvre quant à leur agrément futur ; ils devront faire l'objet de demande d'agrément, qui pourront être refusées ou acceptées avec réserve par le maître d'œuvre.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Forme des prix de l'accord-cadre

Les prix de l'accord-cadre sont unitaires et forfaitaires.

3-3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3-3.1. Contenu des prix

Les prix sont établis hors TVA et en euros.

Ils sont réputés inclure notamment :

- Tous les frais de main d'œuvre notamment les charges sociales de tous ordres, primes et indemnités diverses, suppléments de salaires, de frais de déplacements, etc.
- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres applicables à la prestation.
- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations.
- Les frais d'assurances,
- La marge du titulaire pour risques et bénéfices.

Ils sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché, à savoir :

- En tenant compte notamment des sujétions d'exécution particulières suivantes :
 - Les travaux pourront être réalisés sous circulation, de jour comme de nuit ;
- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages extérieurs au présent marché tels que des travaux d'entretien des installations d'éclairage :
 - des travaux de maintenance des réseaux d'appel d'urgence et de surveillance télévision ainsi que les panneaux à messages variables (SIRIUS);
 - des travaux de réparations d'ouvrages d'art et équipement de sécurité; des visites d'ouvrage d'art;
 - des travaux de réparation des dispositifs de retenue;
 - des travaux de nettoyage des écrans et murs antibruit, des revêtements, des piédroits en tunnel;
 - des travaux d'entretiens des engazonnements et plantations.
- En tenant compte de l'exiguïté des emprises des travaux, et de la nature des terrains ;
- En tenant compte des frais entraînés par l'exécution simultanée de travaux à proximité des lieux d'exécution des travaux du présent marché ;
- En tenant compte des frais liés à la conservation des divers réseaux concessionnaires en place ;

- En tenant compte des frais liés à la période de préparation ;
- En tenant compte des frais liés aux contrôles intérieur et extérieur ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur, au SOSED ;
- En tenant compte des sujétions d'exécution liées aux problèmes de circulation et aux mesures d'exploitation du réseau ; en particulier l'exploitant pourra interrompre les travaux sans avertissement ni indemnité dès lors que les conditions d'écoulement du trafic ou de sécurité des usagers ou agent ou ouvriers paraîtront insuffisantes (brouillard, pluie...) ;
- En tenant compte des dépenses communes de chantier, si de telles dépenses sont prévues au 3-3.6 ci-après.

Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 9-4.1 ci-après, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

Prestations à la Charge de la DiRIF :

- balisage et fermeture sur le Réseau Routier National Non-concédé.

Prestations à la charge du titulaire :

- la remise en état des lieux ;
- le transport et l'évacuation des déchets jusqu'aux lieux de dépôt définitifs qu'ils soient indiqués ou non par le maître d'ouvrage ;
- toutes les sujétions nécessaires à la bonne exécution des travaux du présent marché.

3-3.2. Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix

Dans les vingt jours à compter de la demande éventuelle du maître d'œuvre par ordre de service, le titulaire fournira :

- Une décomposition de tous les prix forfaitaires ;
- Un sous-détail de tous les prix unitaires ;

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du Représentant de l'acheteur ou d'un avenant dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou un OS signé par le Représentant de l'acheteur dans les conditions de l'article 13 du CCAG. Le titulaire est tenu d'aviser le Représentant de l'acheteur de la date probable à laquelle le montant des prestations atteindra le montant du marché.

3-3.3. Modalités de règlement des comptes

Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet des bons de commandes sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires ou forfaitaires (BPUF).

Par dérogation aux articles 11 et 12 du CCAG, les paiements se feront sur facture.

La dépose de la facture se fera chaque fois que le titulaire souhaitera être rémunéré pour les prestations réalisées et validées.

Il est précisé que les paiements ne se feront qu'après service fait. Pour toute demande de paiement, le prestataire devra avoir transmis avant la mise en paiement des factures, les documents afférents à la constatation des quantités exécutées, complétées par les résultats des contrôles définis au CCTP. La dépose de la facture se fera une fois les prestations et rapports validés.

Toutes factures déposées sans constatation de la prestation pourra faire l'objet d'un rejet ou d'une suspension de paiement qui sera notifiée par OS.

Le délai de paiement pourra être suspendu par demande de règlement de la personne publique. Cette suspension sera notifiée au titulaire, et précisera les raisons imputables au titulaire, qui s'opposent au paiement et les pièces à fournir ou à compléter. Le délai sera alors suspendu jusqu'à remise de la totalité des justificatifs réclamés. À compter de la réception des justificatifs, un nouveau délai de paiement est ouvert. Il est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de la suspension si ce solde est supérieur à trente jours.

Il n'y a pas de décompte du type marché de travaux.

3-3.4. Modalités de transmission et de paiement

3-3-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'Etat.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

via les paramètres suivant :

- Le numéro de marché ;
- le numéro de SIRET de l'État ;
- le code du service exécutant de la dépense : CGFB200094 ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du bon de commande » ;

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- les références du compte bancaire sur lequel le virement sera réalisé. Si le compte bancaire est différent de celui indiqué dans l'AE du marché, il sera nécessaire de réaliser un avenant ;
- l'éventuelle avance payée ou facturée ;
- la variation des prix ;
- les parties déjà facturées ;

- l'éventuelle partie due aux sous-traitants.

3-3-4.2 Modalités et délais global de paiement

Le point de départ du délai global de paiement des factures est la date de réception de celle-ci sur Chorus-pro ou la date de réalisation de la prestation.

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-3.5. Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

3-3.6. Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

3-4. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Les prix du bordereau des prix unitaires et forfaitaires de l'accord-cadre sont révisés suivant les modalités ci-après

Mois d'établissement des prix de l'accord cadre

Les prix du bordereau des prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant le mois de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du règlement de la consultation et de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé « mois zéro » (m_0).

Index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des travaux faisant l'objet du marché pour l'ensemble des prix de l'accord cadre est l'index :

TP09 : Fabrication et mise en œuvre d'enrobés

Il est publié :

- sur le site internet de l'INSEE ou du ministère en charge du calcul des index;
- au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP.

Modalités de révision des prix de l'accord-cadre

Le BPUF est révisé une (1) fois par an à l'initiative du titulaire en application de la formule et selon les modalités ci-dessous.

Les prix de l'accord-cadre sont révisés par application du coefficient multiplicateur C_n défini ci-après :

$$C_n = I_{n-3} / I_0$$

La périodicité de la révision est de un (1) an. La première révision est effectuée un (1) an après la date de notification du marché avec :

I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix (m_0) ;

I_{n-3} = Par dérogation au 9.4.4 du CCAG, valeur de l'index de référence fixée par la périodicité de mise en œuvre de la clause de révision moins 3 mois .

Le titulaire doit transmettre le BPUF des prix révisés sous format informatique modifiable et support non modifiable (format papier ou informatique avec signature certifiée), un mois avant la date de révision prévue.

Aucune révision ne sera calculée d'office par le maître d'ouvrage.

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

3-4.3. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

3-5. Modalités particulières de paiement

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10). Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant.

- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE. ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-3.4. ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;

Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité

3-6. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le Maître d'Œuvre et à un accord du Maître d'Ouvrage.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

3-7. Augmentation du montant du marché

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 du CCAG et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans une décision de poursuivre avec le montant contractuel inchangé, ou avec un avenant, avec notification d'un OS préalable du Maître d'œuvre pris avec accord du Maître d'Ouvrage.

Cet OS précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l'article 14.5 du CCAG le Maître d'œuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

ARTICLE 4. DUREE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

4-1. Durée de l'accord cadre

La durée ferme de l'accord-cadre est de 12 mois à compter de sa date de notification, reconductible de manière tacite dans les mêmes termes au maximum trois fois par période successive d'une année.

La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande ne peut excéder la durée du marché majorée de 6 mois.

4-2. Délais d'exécution

4-2.1. Délais d'exécution des bons de commande

Le délai d'exécution afférent à chaque commande sera précisé dans le bon de commande.

A défaut de précision dans le bon de commande, le délai d'exécution ne commence à courir qu'à partir de la date d'effet de l'Ordre de service (OS) fixant le démarrage du délai d'exécution. Le délai d'exécution s'entend comme la période entre la date fixée dans l'ordre de service qui vaut ordre de commencer les travaux et la date d'achèvement des travaux.

Les dispositions relatives à la période de préparation sont décrites à l'article 8 du présent CCAP et précisées, le cas échéant, par le bon de commande.

4-2.2. Prolongation des délais d'exécution

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa du de l'article 18.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé dans le bon de commande.

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours ouvrés constatés par le maître d'œuvre :

- Quand le maître d'œuvre interrompra les travaux en raison de conditions météorologiques de nature à compromettre la bonne la sécurité des usagers ou des ouvriers en charge des travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'autant.
- Si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou de phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition du titulaire, et le délai d'exécution est prolongé d'autant par décision du représentant de l'acheteur.

Il est précisé que le décompte des journées d'intempéries est exprimé en jours ouvrés.

ARTICLE 5 – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

5-1. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG, les pénalités sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

5-1.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux d'un bon de commande, une pénalité journalière de :

- 4 000 € si travaux de jour et 8 000 € si travaux de nuit.

5-1.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

5-1.3. Primes d'avance

Sans objet.

5-2. Autres pénalités

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, à l'exception des articles 5-2.8, 5-2.15, et de l'article 5-2.5 du CCAP qui feront l'objet d'une mise en demeure.

5-2.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

5-2.2. Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents à fournir après exécution (Dossier des Ouvrages Exécutés – DOE- ; Bilan des Emissions de Gaz à Effet de Serres - BEGES -, etc.) , le titulaire encoure une pénalité journalière fixée à 100 €.

5-2.3. Documents nécessaires à l'exécution du marché

En cas de non remise des documents nécessaires à l'exécution du marché dans les délais fixés à l'article 9-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 250 €.

5-2.4. Pénalités pour non respect du SOPAQ et du PAQ.

Le titulaire encourt une pénalité de 200 € en cas de non respect des dispositions définies par le SOPAQ et le PAQ.

5-2.5. Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation du titulaire dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité de 500 €.

5-2.6. Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par le titulaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de 60 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 75 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

5-2.7. Pénalités pour retard sur horaire :

L'entreprise devra impérativement avoir quitté et rendu le chantier apte à la circulation, nettoyage compris, la remise en état des lieux devra être impérativement terminée aux horaires fixés dans le bon de commande, pour permettre les opérations de débalisage.

En cas de retard sur cet horaire, dont la cause est liée à l'intervention du titulaire, et entraînant une ouverture tardive, le titulaire encours une pénalité cumulative par tranche de quart d'heure de retard à l'ouverture, tout quart d'heure entamé étant compté comme un quart d'heure complet. Cette pénalité se monte à 10 000 € le premier quart d'heure, à 5 000 € par quart d'heure supplémentaire jusqu'à un retard cumulé d'une heure, puis à 10 000€ par quart d'heure supplémentaire pour les quarts d'heures suivants.

5-2.8. Pénalités pour non respect du SOPRE, du PRE, du SOSED

Le titulaire encourt une pénalité de 200 € en cas de non respect des dispositions définies par le SOPRE, le PRE, ou le SOSED.

5-2.9. Pénalités pour signalisation de chantier non réglementaire

1. Mise en œuvre du balisage de chantier

Les travaux ne pourront pas commencer tant que le maître d'œuvre n'a pas levé le point d'arrêt et que la signalisation temporaire n'est pas conforme.

2. Signalisation sur chantier

En cas de non-respect des obligations listées à l'article 9-4.4 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité de 500 € par obligations manquantes.

5-2.10. Pénalités pour non respect des prescriptions relatives aux couches d'accrochages

Si à l'issue des contrôles des dosages des couches d'accrochage, les spécifications définies au CCTP ne sont pas obtenues, il sera fait application des modalités suivantes :

- Si l'étendu des valeurs est supérieure à 50g/m² et que le titulaire n'a pas remis immédiatement en conformité le matériel avant application des enrobés, une réfaction de prix de 10 % sera appliqué à la surface d'enrobé appliquée sur le montant global du bon de commande. Aucune prolongation de délai n'est accordée au titulaire pour la remise en état du matériel.
- Si la moyenne de valeurs est inférieure de +50g/m², et sans remise en conformité du dosage appliqué avant application des enrobés, les enrobés ne seront pas acceptés. Les enrobés seront

refusés pour le tonnage concerné. Le titulaire aura à sa charge, dans les délais fixés par le maître d'œuvre, la reprise des travaux concernés y compris les frais liés à l'exploitation du chantier..

5-2.11. Pénalités pour non respect des prescriptions relatives aux travaux d'enrobés

Si des contrôles extérieurs par le maître d'œuvre sont conduits, en parallèle des contrôles réalisés par le titulaire, seuls les résultats du contrôle extérieur du maître d'œuvre feront foi pour la mise en œuvre des mesures décrites dans cet article.

Toutes les pénalités décrites sont cumulables.

Les spécifications à respecter, les lots de contrôles et les modalités de contrôle, de même que les seuils de tolérance et de refus sont définis au CCTP au chapitre 5 spécifications applicables aux contrôles des enrobés bitumineux.

Principe général d'application des pénalités pour imperfection technique :

Pour être conformes, les lots de contrôles et les produits doivent répondre aux normes et aux spécifications fixées par le CCTP du présent accord-cadre. Lorsque les mesures dépassent les seuils de tolérance définis dans le CCTP, le produit n'est pas conforme mais il peut être toléré par la DiRIF moyennant l'application des pénalités financières (P en € HT) définies ci-après.

Dans tous les cas, le titulaire pourra proposer des travaux de reprises de façon à éviter d'être pénalisé et une nouvelle réception s'imposera. La réalisation de ces reprises sera soumise à l'acceptation du maître d'œuvre. Les travaux correspondant ainsi que leur réception seront effectués à la charge du titulaire.

L'article 5 du CCTP définit les conditions d'application des seuils de refus. Lorsque les mesures dépassent le seuil de refus sur un ou plusieurs points de contrôle, le lot de contrôle pourra être refusé par la DiRIF. **Le coût des reprises est alors totalement à la charge du titulaire, qui assume également la charge des prestations inhérentes à la reprise tels que les frais liés à l'exploitation du chantier et à la reprise de la signalisation horizontale.**

1. Recomposition des enrobés

Si à l'issue des contrôles de conformité de la reconstitution des enrobés, les spécifications prescrites au CCTP ne sont pas obtenues, il sera fait application des pénalités suivantes, étant entendu que les réfections de prix sont cumulables :

- Teneur en liant

Si le lot est non conforme mais que le seuil de refus n'a pas été atteint (seuil de tolérance dépassé), une réfaction de prix égale à 50 % du montant HT sera appliquée sur les prix des fournitures et mise en œuvre du tonnage concerné et des plus-values associées.

- passant à 0,063 mm

Si le lot est non conforme mais que le seuil de refus n'a pas été atteint (seuil de tolérance dépassé), une réfaction de prix égale à 20 % du montant HT sera appliquée sur les prix des fournitures et mise en œuvre du tonnage concerné et des plus-values associées ;

- passant à 2 mm

Si le lot est non conforme mais que le seuil de refus n'a pas été atteint (seuil de tolérance dépassé), une réfaction de prix égale à 20 % du montant HT sera appliquée sur les prix des fournitures et mise en œuvre du tonnage concerné et des plus-values associées ;

- passant à 4 mm ou à 6mm ou à D :

Si le lot est non conforme mais que le seuil de refus n'a pas été atteint (seuil de tolérance dépassé), une réfaction de prix égale à 10 % du montant HT sera appliquée sur les prix des fournitures et mise en œuvre du tonnage concerné et des plus-values associées ;

2. Épaisseurs de mise en œuvre

Si le lot est non conforme mais que le seuil de refus n'a pas été atteint (seuil de tolérance dépassé), une réfaction de prix égale à 30 % du montant HT sera appliquée pour la surface concernée sur les prix des fournitures et mise en œuvre du tonnage concerné et des plus-value associées;

3. Pourcentage des vides

Si le lot est non conforme mais que le seuil de refus n'a pas été atteint (seuil de tolérance dépassé), une réfaction de prix égale à 30 % du montant HT sera appliquée pour la surface concernée sur les prix des fournitures et mise en œuvre du tonnage concerné et des plus-values associées ;

4. Macrotexture

Si à l'issue des contrôles de la macrotexture, les spécifications prescrites au CCTP ne sont pas obtenues, il sera fait application des modalités suivantes :

Pour chaque lot de contrôle refusé, le titulaire propose au maître d'œuvre une solution de mise en conformité immédiate de tout ou partie(s) de la couche de roulement permettant d'obtenir le niveau de macrotexture spécifié.

Cette proposition fera l'objet d'une validation technique par le maître d'œuvre. Elle ne pourra être acceptée qu'à condition de vérifier l'ensemble des clauses suivantes :

- Ne pas conduire à l'alternance de techniques ayant des niveaux de macrotexture trop différents ;
- Ne pas générer l'hétérogénéité prononcée de la surface des revêtements ;
- Limiter le nombre de reprises partielles au maximum à 2 par lot de contrôle
- Mettre en œuvre des techniques prévues dans les conditions initiales du marché ;
- Traiter l'intégralité de la largeur de la voie

Après mise en conformité de la couche de roulement, la macrotexture est de nouveau contrôlée selon les modalités fixées au CCTP. Les travaux de réfection de la couche de roulement ainsi que le contrôle de la macrotexture, y compris les frais liés au paiement du contrôle extérieur de la maîtrise d'œuvre, correspondant sont effectués aux frais du titulaire.

5. UNI longitudinal

Si à l'issue des contrôles de l'uni longitudinal sur la couche de roulement, les spécifications définies au CCTP ne sont pas obtenues, il sera fait application des modalités suivantes :

- Si le lot est non conforme mais que le seuil de refus n'a pas été atteint (seuil de tolérance dépassé) :
 - les pénalités s'appliquent à l'intégralité du lot non conforme tel qu'il est défini dans le CCTP.
 - Pour les non conformités liées aux petites ondes (PO) : le montant des pénalités s'élève à 10 % des prix liés à la construction de la couche de roulement (fraisage, mise en œuvre de l'enrobé de la couche de roulement, et ensemble des plus-values associées)
 - Pour les non conformités liées aux moyennes ondes (MO) : le montant des pénalités s'élève à 5% des prix liés à la construction de la couche de roulement et de la couche sous-jacente si l'épaisseur de la couche de roulement est inférieure ou égale à 3 cm, et uniquement à la couche de roulement dans le cas contraire (fraisage, mise en œuvre de l'enrobé de la couche de roulement et de la couche sous-jacente, et ensemble des plus-values associées)

- Les pénalités sont cumulables par bandes d'ondes

Le titulaire pourra proposer une solution de mise en conformité des lots concernés adaptée aux défauts relevés. Cette proposition fera l'objet d'une validation par le maître d'œuvre. Elle ne pourra être acceptée qu' à condition de vérifier l'ensemble des clauses suivantes :

- ne pas générer d'interface supplémentaire dans la structure ;
- ne pas générer d'hétérogénéité prononcée de la surface de revêtements ;
- traiter l'intégralité de la largeur de la voie ;
- limiter le nombre de joints transversaux, la réalisation de ceux-ci nécessitant un soin particulier ;
- apporter un soin particulier au joint longitudinal

Les travaux de mise en conformité feront l'objet d'une nouvelle réception aux frais du titulaire du marché

- Si le lot est non conforme avec seuil de refus atteint, que ce soit pour les petites ondes ou pour les grandes ondes, le titulaire doit faire une proposition de remise en conformité des lots concernés. Cette proposition fera l'objet d'une validation par le maître d'œuvre. Elle ne pourra être acceptée qu' à condition de vérifier l'ensemble des clauses suivantes :
 - ne pas générer d'interface supplémentaire dans la structure, néanmoins le rechargement pourra être envisagé ;
 - Limiter le nombre de reprises partielles à 2 par lot ;
 - mettre en œuvre des techniques prévues dans les conditions initiales du marché ;
 - ne pas générer d'hétérogénéité prononcée de la surface de revêtements ;
 - traiter l'intégralité de la largeur de la voie ;
 - apporter un soin particulier au joint longitudinal

Sur la base de la solution technique retenue, le maître d'œuvre fait procéder aux travaux de remise en conformité aux frais du titulaire, y compris les frais inhérents au contrôle extérieur du maître d'œuvre, les frais liés à l'exploitation du chantier et ceux liés à la reprise de la signalisation horizontale. Ces travaux feront l'objet d'une nouvelle réception aux frais du titulaire.

6. Flaches

Contrôle transversal / Contrôle longitudinal

En cas de non-respect des tolérances fixées au fascicule 27 du CCTG il est appliqué une pénalité sur la surface concernée par l'irrégularité constatée. Cette pénalité est fixée par la formule : $P = 100\text{€} \times \text{Surface concernée par l'irrégularité (en m}^2\text{)}$

La surface à prendre en compte est le produit de la largeur de la bande de répannage par la longueur sur laquelle l'irrégularité est constatée.

7. Performances phoniques

Si à l'issue des mesures prévues lors du contrôle du bruit de roulement, les performances phoniques sur lesquelles le titulaire s'est engagées ne sont pas atteintes, une réfaction égale à 10 % du montant HT sera appliquée pour la surface concernée sur les prix des fournitures et mise en œuvre du tonnage concerné, et des plus-values associées.

La surface concernée correspond au produit de la largeur totale de la chaussée refaite par un pas de 100m de longueur /mesure par nombre de mesures non valables.

5-2.12. Pénalités pour non respect des prescriptions relatives aux travaux de signalisation horizontale

1. Non respect des performances minimales demandées au CCTP

En cas de non respect des performances minimales demandées au C.C.T.P, la signalisation horizontale sera refusée et le titulaire procédera, à ses frais, dans le délai d'une semaine pour le marquage neuf et dans le délai d'un mois pendant la période de garantie, à la réfection des marques défectueuses dans les conditions du marché initial, il devra en outre assurer les conséquences de la défaillance du marquage.

2. Largeur

Si à l'issue des contrôles occasionnels de largeurs de bandes il apparaît que les largeurs sont inférieures aux largeurs de référence, il est appliqué les réfections suivantes :

- Si la largeur moyenne est supérieure ou égale à 90% de la largeur prévue et inférieure à 95% de la largeur prévue, une réfaction égale en € HT à 20% x le prix de fourniture et mise en œuvre sera appliquée. Cette réfaction est appliquée à l'ensemble des journées de mise en œuvre depuis le dernier contrôle ponctuel.
- Si la largeur moyenne est inférieure à 90% de la largeur prévue, le titulaire procédera, à ses frais, y compris l'exploitation sous chantier, à l'application d'une couche supplémentaire de produit, dans un délai ne dépassant pas quarante-huit (48) heures après notification des résultats des contrôles et des reprises à effectuer.

3. Longueur

Si à l'issue des contrôles occasionnels de modules des lignes la moyenne arithmétique des valeurs absolues des écarts de longueur de "plein" d'une part, ou des longueurs de module complet «plein + vide» d'autre part, par rapport aux longueurs théoriques ne sont pas obtenues, il est appliqué les réfections suivantes :

- Si la moyenne est supérieure à 5% de la valeur théorique et inférieure ou égale à 10% de la valeur théorique, une réfaction en H.T égale à 5% x le prix de fourniture et mise en œuvre sera appliquée. Cette réfaction est appliquée à l'ensemble des journées de mise en œuvre depuis le dernier contrôle occasionnel.
- Si la moyenne est supérieure à 10% de la valeur théorique, une réfaction en H.T égale à 20% x le prix de fourniture et mise en œuvre sera appliquée. Cette réfaction est appliquée à l'ensemble des journées de mise en œuvre depuis le dernier contrôle occasionnel.

5-2.13. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 € pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

5-2.14. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-8.1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

5-2.15. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1-8.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

5-2.16. Clauses environnementales

En cas de non respect des obligations prévues à l'article 1-10.5.2. du CCAP, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement une pénalité fixée à 1000 €.

5-2.17. Pénalités relatives aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

En cas de manquement constaté du titulaire ou de l'un de ses sous-traitants aux obligations en matière de sécurité et de santé des travailleurs sur le chantier, une pénalité forfaitaire de 1000 € sera appliquée. La pénalité s'appliquera par manquement constaté.

L'arrêt de la prestation pour permettre la mise en conformité du chantier aux regards des obligations susmentionnées ne suspend pas les différents délais prescrits dans la présente et n'ouvre droit à aucune prolongation.

5-2.18. Pénalités pour non remise en état des lieux

Le titulaire est tenu de respecter l'état de la voirie, et des lieux où il intervient. En cas de non remise en état des lieux après intervention, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 2000 €.

5-2.19. Autres pénalités diverses

Absence du titulaire

En cas d'absence du titulaire pendant une fermeture de voie programmée avec l'exploitant, le titulaire encourt une pénalité de 5 000 €.

Non-respect du port des vêtements EPI.

En cas de non-respect du port des vêtements EPI, le titulaire encourt 200 € par infraction constatée.

Non-respect de la signalisation et des équipements des véhicules

En cas de non-respect de la signalisation et des équipements des véhicules (gyrophare, etc.), le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € par infraction constatée.

Non-respect de la conformité du matériel

En cas de non-respect de la conformité du matériel, le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € par infraction constatée.

Eclairage de chantier

En cas de non-respect d'absence ou d'insuffisance de l'éclairage de chantier, le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € par infraction constatée.

5-3. Cumul des pénalités

Sauf stipulation expresse particulière, les pénalités citées dans le présent CCAP sont toutes cumulables et n'exonèrent pas le titulaire de ses responsabilités. Le montant cumulé des pénalités, hors pénalités de retard, est plafonné à 25 % du montant total du bon de commande.

Par dérogation à l'article 19.2.2. du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

5-4. Indemnités versées au titulaire .

Dédommagement pour annulation de chantier

Dans le cadre d'une intervention programmée où une entreprise conformément à la volonté du maître d'ouvrage :

- se voit annuler son intervention dans un délai de prévenance inférieur au délai indiqués ci-après
- se rend sur site et que par la faute du maître d'ouvrage, le chantier ne peut finalement s'exécuter,

le maître d'ouvrage prévoit de verser un dédommagement au titulaire concerné.

Aucune indemnité n'est versée lorsque l'annulation de l'intervention intervient dans un délai supérieur au délai de prévenance ci-après.

Le délai de prévenance, dont le non-respect par le maître d'ouvrage implique l'application de cette indemnité, est de 24h avant le début de la prestation (8h00 pour une prestation programmée de jour, et 20h pour une prestation programmée de nuit)

Le montant du dédommagement est défini par le titulaire dans le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (prix 004).

ARTICLE 6. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

6-1. Retenue de garantie

Sans objet.

6-2. Avances

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement du marché, une avance est accordée au titulaire. Elle n'est due que sur la base du montant du bon de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-11 du CCP, à 30 % du montant initial TTC du montant du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 30 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations.

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-11 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire. Le taux de l'avance étant supérieur à 20 %, le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 50 % du montant initial TTC du bon de commande.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-11 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du bon de commande ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 7. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

7-1. Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

7-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

7-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier..

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance de la qualité sont assurées par le :

- Pour le contrôle intérieur (interne et externe) du titulaire : par le titulaire et un laboratoire préalablement soumis à l'acceptation du maître d'œuvre.
- Pour le contrôle extérieur du maître d'œuvre : par un laboratoire du maître d'œuvre.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, le laboratoire chargé des contrôles extérieurs est rémunéré directement par le maître d'ouvrage.

7-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 8. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

8-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

8-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

8-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit effectuer les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux.

8-4. Piquetage général

S'il y a lieu et avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contrairement avec le maître d'œuvre.

8-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

S'il y a lieu, le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, le titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

ARTICLE 9. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

9-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation aux articles 28.1 et 28.2 du CCAG, les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque bon de commande.

Lorsque le bon de commande concerne une opération de catégorie 1 ou 2, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) sont fournis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Lorsque le bon de commande concerne une opération de catégorie 3 présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté prévu à l'article L.4532-8 du Code du Travail, les Plans Particuliers Simplifiés de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) sont fournis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

9-2. Études d'exécution des ouvrages

Les conditions d'établissement des études d'exécution des ouvrages seront, s'il y a lieu, précisées à l'occasion de chaque bon de commande.

9-3. Échantillons – Notices techniques – Procès verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

9-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

9-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Les stipulations du CCAG sont seules applicables. Le maître d'ouvrage ne fournira aucun terrain pour les installations de chantier ou le stationnement du matériel.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

9-4.2. Lieux de dépôt

Les stipulations du CCAG sont applicables de droit.

Le maître d'ouvrage ne fournira aucun terrain pour la mise en dépôt, même provisoire des produits de terrassement, de fraisage ou de balayage.

Le Schéma d'Organisation du Suivi et de l'évacuation des Déchets (SOSED) doit être respecté.

9-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

Le bon de commande précisera si l'établissement d'un plan de prévention est nécessaire, et en cas d'opération répétitive, les références du plan de prévention à appliquer.

Les plans de préventions seront rédigés par le titulaire du marché, en collaboration avec l'ensemble des représentants des intervenants sur le chantier, conformément au guide de la DRIEAT pour l'établissement d'un plan de prévention ainsi qu'à ses annexes.

Il sera ensuite soumis à la validation du représentant du maître d'ouvrage.

Les travaux ne pourront commencer sans la validation du représentant de l'acheteur.

L'établissement des plans de prévention est rémunéré par le prix 001-Préparation de chantier.

Les délais d'exécution tiennent compte de ces sujétions. Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle de la Direction des Routes Île-de-France.

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

Le bon de commande précisera si la signalisation au droit des travaux, aux extrémités des sections où la circulation est interrompue et celle des itinéraires déviés est réalisée par le titulaire, ou par dérogation à l'article 31.6 du CCAG, est prise en charge par le maître de l'ouvrage qui assure la fourniture, la mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux et dispositifs nécessaires.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

En cas d'urgence, le titulaire se doit d'avertir le maître d'ouvrage de toute anomalie ou dysfonctionnement du matériel de signalisation et se doit de maintenir la signalisation en état, afin d'assurer la sécurité des usagers et du personnel de son chantier.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro-réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier, sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122, paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2, « feux spéciaux », de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I- 8^e partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

9-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

9-4.6. Démolition de constructions

Les stipulations du CCAG sont applicables.

9-4.7. Emploi d'explosifs-Engins explosifs de guerre

L'emploi des explosifs est interdit.

9-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur les voies publiques.

9-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Les travaux pourront être réalisés de jour comme de nuit. Les chaussées devront être remises en circulation à la fin de chaque journée ou nuit de travail. Le titulaire supportera, sans pouvoir à ce sujet élever aucune réclamation, ni prétendre à aucune indemnité, les différentes phases de travaux nécessaires au maintien de la circulation pendant les heures d'ouverture de chantier, les interruptions de travail, gênes et sujétions qui seraient la conséquence de l'exploitation des routes et autoroutes du réseau géré par la Direction des Routes Île-de-France.

Le maître d'œuvre ou son représentant pourra, sans avertissement préalable, imposer l'interruption immédiate du chantier lorsque, par la suite de circonstances imprévues, les conditions de sécurité ou d'écoulement du trafic ne paraissent pas suffisantes

Les prix, ainsi que les délais d'exécutions visés à l'article 4-2 du présent CCAP, tiennent compte de ces sujétions.

9-6. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le titulaire doit fournir à la personne publique, dans le délai de 8 jours à dater de la notification du bon de commande, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel. Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel du maître d'ouvrage. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du maître d'ouvrage.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis aux dispositions du décret n°92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du travail, articles R.4511-1 à 12, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11.

9-7. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation

Pour l'ensemble des matériels et documents confiés au titulaire par le maître d'ouvrage, l'article 40 du CCAG est applicable.

9-7.1. Prise en charge des installations

Sans objet.

9-7.2. Restitution des installations

Sans objet.

9-7.3. Prise en charge et restitution de la documentation des installations

Toute la documentation fournie au titulaire pour l'exécution d'un ouvrage est restituée au représentant de l'acheteur au plus tard en même temps que la livraison du dossier de récolement.

Un constat signé par le titulaire et le représentant de l'acheteur est établi pour contrôler l'état des documents confiés au titulaire lors de la mise à la disposition et lors de la restitution.

9-7.4. Documentation technique

Le titulaire s'engage à fournir au plus tard à la livraison et sans supplément de prix toute la documentation et ses éventuels rectificatifs rédigés en langue française nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct des fournitures livrées et leurs maintenances éventuelles.

9-8. Conditions d'intervention

Le titulaire doit se soumettre aux consignes de sécurité de la DiRIF ainsi que toutes les demandes émanant du Représentant de l'acheteur ou de son représentant sur site. Notamment les consignes de sécurité sur les réseaux des différents arrondissements fournis en annexe.

La nature des interventions sera précisée dans chaque bon de commande.

Les travaux nécessitant l'arrêt ou le stationnement même partiel d'un engin de l'entreprise sur la chaussée ne pourront se faire que pendant certaines tranches horaires de jour ou de nuit.

Les travaux avec empiètement même partiel sur les chaussées (y compris bande d'arrêt d'urgence) des routes nationales et autoroutes sont réalisés dans les conditions suivantes :

- sont considérées comme prestations de jour les interventions comprises entre 06H00 et 20H00.
- sont considérées comme prestations de nuit les interventions comprises entre 20H00 et 06H00.

Les interventions se dérouleront selon les horaires des Cahier des Consignes Générales de Sécurité sur réseau de l'AGER concerné.

Le non-respect de ces prescriptions entraînera, par simple constatation, et donc sans mise en demeure préalable, l'application des pénalités prévues au CCAP.

9-9. Registre de chantier

Il est prévu un registre de chantier conformément à l'article 28.5 du CCAG.

ARTICLE 10. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX

10-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

10-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou le CCTP sont exécutés :

- Pour ce qui concerne le contrôle intérieur (interne et externe) à la charge du titulaire : par un représentant désigné par le titulaire, dans le cadre de son PAQ, ou par un laboratoire proposé par le titulaire à l'agrément du maître d'œuvre.
- Pour ce qui concerne le contrôle extérieur du maître d'œuvre : par un laboratoire privé du maître d'œuvre non défini à ce jour.

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

10-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

10-2. Réception

10-2.1. Essais et contrôles des prestations

Par dérogation aux articles 24 et 25 du CCAG, le maître d'ouvrage procédera aux opérations de contrôles listées à l'article 5 du CCTP ainsi qu'à toute autre opération de contrôle qu'il jugera utile.

10-2.2. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables compte tenu des compléments suivants :

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

10-2.3. Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

10-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

La prise de possession de certains ouvrages ou parties d'ouvrages sera précédée d'une réception partielle dans les conditions suivantes :

- Établissement d'un état des lieux contradictoire qui donnera lieu à l'établissement d'un procès verbal signé contradictoirement entre le maître d'œuvre et le titulaire. Il portera sur l'état de surface de la chaussée et sur l'intégrité des équipements, ouvrages d'art et dispositifs de retenues.

Cette prise de possession anticipée d'ouvrage n'emporte aucune réception. La réception ne peut être prononcée en l'absence des résultats du contrôle intérieur et contrôle extérieur le cas échéant, permettant de certifier la conformité des prestations réalisées aux spécifications du CCTP.

Cette prise de possession à néanmoins pour effet de dégager le titulaire de sa responsabilité dans le cas de dommage causés aux travaux par des tiers dans des conditions normales d'utilisation, et qui n'aurait pas pour origine un défaut d'exécution des prestations.

La remise en circulation des voies à l'issue des phases de balisage a valeur de prise de possession anticipée des ouvrages

10-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

10-5. Documents fournis après exécution

Avant la réception des travaux, le titulaire devra fournir au maître d'œuvre, en fin de chantier, le dossier des ouvrages exécutés comprenant a minima :

- Les plans de récolement de chaque zone travaux ;
- Les fiches techniques des matériaux et produits utilisés ;
- L'attestation d'application des nouveaux enrobés non amiantés et non contaminés HAP ;
- Les résultats du contrôle externe (avec l'ensemble des compte-rendus du laboratoire sur la mise en œuvre) ;
- Le récapitulatif des non-conformités et de leur traitement.

Le bon de commande précisera les compléments à ajouter à cette liste.

En particulier, il sera mis en place un archivage informatisé des résultats de contrôle qui permettra d'éditer rapidement et de manière fiable les contrôles définis par un ou plusieurs critères de recherche (ouvrage élémentaire, journée d'application, couche élémentaire...).

Le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, sous format numérique. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Ces plans et documents resteront la propriété de l'administration.

10-6. Délai de garantie

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

10-7. Garanties particulières

Sans objet.

ARTICLE 11. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du représentant de l'acheteur, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 12. CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le maître d'ouvrage a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

12-1. Les publics visés

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.
- En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.
- Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

12-2. Objectif d'insertion

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Lot	Nombre d'heures d'insertion à réaliser <u>par année</u> <u>d'exécution de l'accord-cadre :</u>
Lot 1 - AGER Nord (départements 75, 93, 95)	100 (cent) heures
Lot 2 - AGER Est (départements 75, 77, 94 et 60)	100 (cent) heures
Lot 3 - AGER Sud (départements 75, 91 et 94)	100 (cent) heures
Lot 4 - AGER Ouest (départements 75, 78 et 92)	100 (cent) heures

Une entreprise attributaire peut mutualiser les objectifs d'insertion entre plusieurs lots dont elle serait titulaire.

12-3. Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ 1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ 2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ 3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

12-4. Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le maître d'ouvrage a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Valentin SOUCHARD
Chargé de projets clauses sociales et relation entreprises
valentin.souchard@epec.paris
pole-clauses@epec.paris
[07 57 76 85 71](tel:0757768571)

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

12-5. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article du CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du maître d'ouvrage, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au maître d'ouvrage et aux destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epec.paris
Copie valentin.souchard@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article l'article 5-2.6 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le maître d'ouvrage, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

ARTICLE 13. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1-3	déroge à l'article	28.1 du CCAG
CCAP 1-7.9	déroge à l'article	3.2.1 du CCAG
CCAP 1-10.3.3	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
CCAP 2-1	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-3.2	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 3-3.3	déroge aux articles	11 et 12 du CCAG
CCAP 3-3.5	déroge à l'article	10.4 du CCAG
CCAP 3-4	déroge à l'article	9.4.4 du CCAG
CCAP 3-7	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 5	déroge à l'article	19.2.1 du CCAG
CCAP 5-1	déroge à l'article	19.2.4 du CCAG
CCAP 5-1.1	déroge à l'article	19.2.3 du CCAG
CCAP 5-3	déroge à l'article	19.2.2 du CCAG
CCAP 7-3	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 9-1	déroge aux articles	28.1 et 28.2 du CCAG
CCAP 9-4.4	déroge à l'article	31.6 du CCAG
CCAP 9-4.8	déroge à l'article	34.1 du CCAG
CCAP 10-1.1	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 10-1.2	déroge à l'article	38 du CCAG
CCAP 10-2.1	déroge aux articles	24 et 25 du CCAG
CCAP 10-2.2	déroge aux articles	41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
CCAP 11	déroge à l'article	50.3.1 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

Sans objet.

c) Normes françaises homologuées

Sans objet.

d) Autres normes

Sans objet.